Université d'automne du Pardem les 8 et 9 novembre 2025 à Paris

Le 11-09-2025

Télécharger ou imprimer au format PDF

SUR TOUS LES FRONTS :
DÉBLOQUER LA FRANCE ET SE LIBÉRER DE LA DICTATURE DE « L'ARGENT ROI »

Alors que depuis ces dernières décennies les populations occidentales étaient invitées à détourner leur regard des guerres militaires lointaines, la « guerre économique » prévalait, sans chars, ni bombes. L'Union européenne s'était drapée de la vertu de garantir la paix et la coopération, sur le sol européen. Mais l'examen des faits montre une réalité bien différente. Certes le capitalisme néolibéral a opté pour la guerre de la concurrence entre les pays (tout en affaiblissant les nations), les peuples et les salariés, à coup de délocalisations et de désindustrialisations, de gel des salaires, de chômage comme mode de régulation de l'inflation, de paupérisation des services publics, de libéralisation et de privatisation, de reculs des droits sociaux entraînant l'accroissement du nombre de pauvres (plus de 10 millions en France). Mais pour autant, le capital ne s'est jamais exonéré de mener des guerres militaires.
Loin des yeux, loin du cœur. À des milliers de kilomètres de l'Europe (il est intéressant de noter comment la guerre en Yougoslavie est si souvent oubliée) et des États-Unis, les guerres et leurs cortèges de morts, de blessés, de déplacés, de destructions, se sont poursuivies en même temps que la guerre économique. Elles furent présentées aux populations occidentales comme justes et utiles : menées au nom de la démocratie pour libérer des populations lointaines de la dictature et de la misère… Le bien étant toujours du côté des guerriers-sauveurs occidentaux qui s'arrogent un droit d'ingérence au nom de la « démocratie », le mal étant lui du côté des « méchants », des autres, là-bas, ailleurs.
Du côté de l'Europe, le beau récit avait ses images et ses héros, tel un BHL (Bernard Henri Levy), chemise blanche et poitrail à l'air, soutenant les Ukrainiens qui manifestaient pour la liberté, en fait celle d'entrer dans l'Union européenne, drapeaux étoilés claquant au vent, au nom de la « Révolution orange ». Les médias, à l'unisson, saluaient cet élan démocratique, masquant ainsi la réalité d'un pays corrompu et gangréné par des organisations pro-nazies, ou encore des ONG défendant le droit d'ingérence… L'OTAN semblait une évidence, invincible et nécessaire. Les morts lointains étaient des dégâts collatéraux. Les guerres saintes pour évangéliser le monde entier et le convertir au modèle « démocratique », de préférence anglo-saxon, furent peu dénoncées et

finalement tolérées. Et c'est toujours le cas. En réalité, le but est de faciliter et d'accélérer la main-mise sur les terres, les métaux, d'y établir des multinationales occidentales à moindre coût, de maintenir les populations locales dans la dépendance et la pauvreté pour mieux faire fructifier le capital des grands actionnaires et de leurs amis proches et bien sûr, concquérir des places géostratégiques.
Les peuples des pays membres de l'UE, sont pris en otage, embarqués dans les soutiens à la guerre, de leurs gouvernements qui dépensent sans compter pour financer matériels de guerre et aides financières à Zelinsky, ainsi que des milliards à l'OTAN ! (et bien 5% du PIB prévus désormais).
Bref, la souveraineté populaire, arrachée à la noblesse par la Révolution française est presque devenue un truc de très vieux boomers…
Rappelons-nous que le dernier referendum sur le Traité constitutionnel européen date de 2005, repoussé par les citoyens français, a il a été violé en bande organisée par le gouvernement, les députés et sénateurs réunis en congrès, qui ont adopté le Traité de Lisbonne, donnant les pleins pouvoirs à l'Union européenne et dépouillant ainsi le parlement français d'une grande partie de ses prérogatives. 20 ans plus tard personne ne peut ignorer que le budget de la France est en réalité le budget que l'Union européenne prescrit à la France… Il faut respecter les limites définies par l'UE, il faut emprunter sur les marchés financiers puisque la France a été dépouillé de sa souveraineté monétaire, budgétaire et économique. Elle doit de plus se plier aux accords de commerce international signés par l'UE, etc.
Ni l'Assemblée nationale, ni le Sénat, ni les collectivités territoriales ne peuvent déroger aux règles de l'UE et des principes néolibéraux qui la fondent et orientent tous ses choix…
Les Français ont conscience que le monde ne tourne plus rond, que nous assistons à l'organisation d'un immense chantier de démolition du pays et de sacrifice des intérêts du plus grand nombre et que les institutions de la République ne permettent pas de répondre aux aspirations populaires, aux besoins sociaux et économiques , que les directions syndicales ont enfermé le mouvement syndical dans l'impuissance tout comme les partis politiques qui dénoncent sans créer de neuf.
L'Université d'automne du Pardem est pour tous ceux et celles qui résistent à aux sirènes de la fatalité, qui veulent que la France et ses citoyens retrouvent leur liberté et leur souveraineté. Venez débattre sans tabou et échanger pour décrypter les faits et construire une alternative de déblocage de la France !

PROGRAMME

SAMEDI 8 NOVEMBRE

9h00 - Accueil

9h30 - 11h30 - 20 ans après : Que sont devenus les partisans du non au TCE ?
Le 29 octobre 2004, à Rome, les chefs d'État et de gouvernement du système de l'Union européenne adoptaient le « Traité établissant une constitution pour l'Europe » (TCE). La France, comme quelques rares autres pays, décidait d'organiser un référendum pour le ratifier. Il eut lieu le 29 mai 2005. Avec une participation de 69,33 %, le NON l'emportait avec 54,67 %. L'adoption du Traité de Lisbonne a été un coup d'Etat pour se débarrasser du vote des Français. Vingt ans après le NON des Français, où sont passés les tenants du NON ?
Intervenants : Fadi Kassem (PRCF), JRCF, Danielle Goussot (RPS-Fiers), Jacques Nikonoff (Dynamique populaire constituante) et Michèle Dessenne (PARDEM)

Les guerres militaires

11h30 - 13h00 - Yougoslavie (1991-2001)
L'UE avait promis la paix ! Comme un vœu pieux. Pourtant elle a contribué à l'explosion de la fédération de Yougoslavie avec l'OTAN notamment. Pour qui ? Pourquoi ? Mais qui s'en souvient ?
Intervenant : Olivier Frot (Docteur en droit, militaire retraité ex-commissaire-colonel (ER), signataire de la résolution citoyenne, ayant servi en Yougoslavie.)

Déjeuner sur place

14h00 - 15h30 - Ukraine / Russie, de quoi s'agit-il ?
D'où provient le conflit Ukraine/Russie ? L'impérialisme des États-Unis version Trump, hégémonie de l'Otan, rôle de l'UE
Intervenants : Joël Perichaud, PRCF

15h30 - 16h45- Situation de l'économie russe après le 18e paquet de sanctions de « l'Occident collectif »
Intervenant : Jacques Sapir (Spécialiste de l'économie russe et des questions stratégiques ainsi que théoricien de l'économie, il a publié de nombreux livres, le dernier est *La Fin de l'Ordre Occidental ?*, Perspectives Libres, 2024)

17h00 - 18h15 - Des militaires français disent non !
Des milliers de militaires français ont lancé une pétition et ont interpellé le Premier ministre sur le non-respect de la constitution française à propos des dépenses engendrées pour financer l'armée ukrainienne, en matériel et en argent sonnant et trébuchant, sans respect pour la Constitution française qui oblige à un vote du Parlement. Une résolution a été déposée au Sénat par le sénateur Alain Houpert, enregistrée sous le numéro 547, sans réponse… Des milliers de civils soutiennent ces militaires. Un groupement, le GFCL, s'est constitué pour poursuivre les interpellations
Intervenants : Régis Chamagne (colonel de l'armée de l'air en retraite), Olivier Frot, (ex-commissaire-colonel - ER), Jacques Nikonoff, Michèle Dessenne (membres du GCFL)

18h30 – 19h45 - Gaza/Israël/Iran
Rôle des USA et de l'UE, aux côtés d'Israël
Intervenants : Joël Perichaud, Patrick Serres

Pause : 19h45 20 h00

20h00 - 21h30 - BRICS + : un monde multipolaire ? Que peut-on en attendre ?
Intervenants : Gilles Amiel de Menard, Joël Perichaud, Jacques Nikonoff

Dîner à l'extérieur

DIMANCHE 9 NOVEMBRE

9h00 – 10h15 - La guerre idéologique : déconstruire la novlangue néolibérale
Derrière les mots qui chantent, les maux de la novlangue néolibérale envahissent le langage et s'impriment dans les cerveaux.
Intervenante : Marie-Paule Battas

10h30 - 12h00 - Stopper la désindustrialisation, réindustrialiser la France et créer les conditions d'échanges internationaux fondés sur la souveraineté des pays avec la Charte de la Havane réactualisée.
Intervenants : Jacques Nikonoff, Joël Perichaud

Déjeuner sur place

13h00 - 14h45 - Budget de la France sous tutelle de l'UE et des marchés financiers, économie au service de la guerre
État des lieux : la « dette », les budgets de classe imposés au peuple, les rapports de forces : mouvements, syndicats et organisations politiques. Où en est-on de la riposte et de la construction d'une alternative politique et institutionnelle ?
Intervenants : Pardem

15h00 - 16h30 - Souveraineté « européenne » ou souveraineté de la France et du peuple ? Il faut choisir !
Table ronde avec PRCF, JRCF, RPS, DPC, PARDEM

FIN DE L'UA

Cliquez ici pour télécharger le PDF

- - -

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire